

# Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

## Rendre visible l'itinérance au féminin

Chercheuse principale

Céline Bellot, Université de Montréal

Cochercheurs académiques

Burns, Victoria (Université de Calgary)

Côté, Philippe Benoit (UQAM)

Flynn, Catherine (UQAR)

Fontaine, Annie (Université Laval)

Greissler, Élisabeth (UDM)

Grenier, Stéphane (UQAT)

Hurtubise, Roch (Université de Sherbrooke)

MacDonald, Sue-Ann (UDM)

Mensah, Maria Nengeh (UQAM)

Cochercheuses

Lyly, Cylvie, Vivian, Thereza, Thérèse, Francine, Émilie, Annie, Marjolaine,

Chantal, Ninon, Francine, Barbara, Marie Josée

Coordonnatrice de recherche

Jacinthe Rivard (UDM)

Partenaires du milieu

RAPSIM, RSIQ, Regroupement des Auberge du Coeur

Établissement gestionnaire de la subvention

Université de Montréal

Numéro du projet de recherche

2016-FI-196118

Titre de l'Action concertée

Mieux connaître les parcours des femmes en situation d'itinérance pour mieux agir

Partenaires de l'Action concertée

Le Secrétariat à la Condition féminine

et le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC)

*Le Fonds s'engage à rendre public les Rapports de recherche produits dans le cadre des Actions concertées. Le contenu n'engage que ses auteurs.*

## **Rapport de recherche intégral : Rendre visible l'itinérance des femmes.**

### **PARTIE A – CONTEXTE DE LA RECHERCHE**

La proposition de recherche s'inscrit dans un changement de paradigme en visant à sortir de la lecture masculine de l'itinérance qui conduit à mettre l'accent sur l'itinérance de rue et sa visibilité. Il s'agit de comprendre l'invisibilisation de l'itinérance au féminin et de soutenir une perspective de reconnaissance de ses spécificités, à partir de l'analyse de trajectoires de femmes en situation d'itinérance et de l'adéquation entre les services offerts et les besoins des femmes.

L'itinérance au féminin a fait l'objet de peu d'études. Les principales ont eu à cœur de dégager les différents facteurs de risques et de vulnérabilité vécus par les femmes, en montrant comment ces facteurs s'alimentent entre eux et s'interinfluencent pour produire une spirale vers l'itinérance (Gélineau, 2008; Laberge et al., 2000). Si ces études ont le mérite d'établir la toile de la production de l'itinérance au féminin, elles ne parviennent pas à appréhender les dimensions normatives et structurelles qui bloquent la considération de ce phénomène d'itinérance, voire même ces spécificités (Le Blanc, 2009 ; Fitzpatrick, 2006). En effet, derrière les facteurs, il y a des situations, des évènements et des acteurs, des rapports sociaux, qui ont façonné progressivement l'invisibilisation sociale des femmes en situation d'itinérance, tant en leur qualité de sujet, de citoyenne et d'actrice (Paradis et Mosher, 2012; Casey, et al., 2008; Czapska et al., 2008). Or, cette invisibilisation est révélatrice des mécanismes individuels et collectifs de discrimination, de domination et d'oppression que vivent ces femmes aux plans de l'âge, de la condition sociale, de la condition de santé, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, mais aussi des processus de relégation et de marginalisation des espaces sociaux que sont éventuellement le domicile, le quartier, la famille, le travail, la communauté (Sylvestre et al., 2011; Le Blanc, 2009; Whitzman, 2006; Walsh et al., 2009).

Pour autant, les logiques de cette invisibilisation ont peu retenu l'attention des recherches et des politiques publiques. Au mieux, la spécificité de l'itinérance des femmes est affirmée à travers l'expression d'un consensus sur le fait qu'elle est plus souvent qu'autrement cachée (Van Berkum et Oudshoorn, 2015; MSSS, 2014; CSF, 2012; Gélineau 2008; Racine 1991). On décrit

alors que les femmes vont éviter le plus possible la rue, pour se protéger de certaines victimisations (MacDonald, 2014; Huey et Berndt, 2008; Laberge et al., 2000). Elles vont taire leur situation par peur de perdre ou de ne pas récupérer la garde de leurs enfants, mais aussi par peur du jugement des autres (Sznajder et al., 2011; Nirvial et al., 2011; Zlotnick et al., 2010; Corwal, 2002). Dans la rue, elles vont adopter des stratégies de survie particulières pour se prémunir des violences physiques et sexuelles (Osthus et Sewpaul, 2014 ; Watson, 2011 ; Jamouille, 2009 ; Huey et Berndt, 2008 ; O'Grady et Gaetz, 2004 ; Bellot, 2001). Pourtant, là encore, on s'intéresse à saisir comment et pour quelles raisons les femmes en situation d'itinérance vivent cachées, sans trop se préoccuper des enjeux normatifs, structurels et institutionnels qui alimentent cette réelle invisibilité (Côté, 2012; Namian, 2012; Bellot, 2001).

Si l'on considère l'itinérance comme l'expérience d'une «situation-limite», Namian (2014 : 38) pour mettre de l'avant l'idée de «la vie moindre», c'est-à-dire « d'un régime d'action dont les contraintes multiples à l'œuvre (physiques, sociales, symboliques, économiques, culturelles, etc.) réduisent les possibilités effectives d'un individu d'atteindre une « vie pleine » soit de pouvoir exercer pleinement son autonomie et de se réaliser en tant qu'individu », cette recherche va dans le même sens et vise à saisir les barrières à l'exercice effectif des droits fondamentaux. Cette nouvelle perspective permet de sortir d'une simple lecture des conditions adverses que vivent les femmes pour saisir, au contraire, les tensions et les paradoxes, les stratégies, les subjectivations qui s'articulent dans cette épreuve d'une situation de vie toujours singulière (Casey et al, 2008; Bellot et Rivard, 2013; Sylvestre et al; 2012).

Or, de manière générale, les études sur la production de l'itinérance et sur la condition d'itinérance, font le plus souvent ressortir des catégorisations d'expériences des femmes en situation d'itinérance, cristallisant alors une identité. Selon les perspectives d'analyse, on décline les situations d'itinérance en parlant tantôt de mères ( Barrow et Laborde, 2008; Tishler et al., 2007; Page et Nooe, 2002; Cowal., et al, 2002), de jeunes filles (Flynn, 2015; Oliver et Cheff, 2014; Wastson, 2011), de femmes âgées (Burns et al., 2012; Shantz, 2012), tantôt de femmes impliquées dans la prostitution (Watson, 2011; Miller et al, 2011), de femmes autochtones ou inuit (Levesque et al., 2013; Maes, 2012; Berman et al., 2009), de femmes appartenant aux minorités sexuelles (Shelton, 2013), de femmes immigrantes (Thruston et al., 2013., Meadows et al., 2008).

Pour autant, les énonciations de la pluralité de l'itinérance féminine contribuent à une assignation identitaire tout aussi oppressante (Whitzman, 2006). Se dépendre de cette essentialisation de l'identité impose de s'inscrire dans la production d'un récit alternatif, où le positionnement de la femme comme sujet-actrice permet de mettre en tension les situations d'oppression et celles de résistances, lui permettant de se définir dans sa pluralité et de déterminer son rapport pluriel aux autres (Flynn, 2015; Bachand, 2014; Pénafiel, 2014; Paradis et Mosher, 2012).

À l'instar de la pénurie des connaissances sur l'itinérance au féminin, les politiques et les pratiques d'intervention sont peu nombreuses pour répondre à cette situation d'injustice et d'inégalité (Van Berkum et Oudshoorn, 2015; RAPSIM, 2014; Gélinau, 2008). La plupart des études témoignent d'un manque de ressources pour répondre aux enjeux de logement, de maternité et de parentalité, de pauvreté, de violence, de problèmes de santé mentale et de toxicomanie, pour prévenir le passage à l'itinérance des femmes ou pour les aider à sortir de cette situation (Klassen, 2015; Van Berkum et Oudshoorn, 2015). D'ailleurs, il est frappant de constater à quel point la question des femmes est peu abordée dans les politiques et les plans d'action (Gouvernement du Québec, 2014; MSSS, 2014b et c). Ainsi, le Secrétariat à la Condition féminine ne faisait pas partie des partenaires du plan de 2010-2013 (MSSS, 2014c). De la même façon, s'il est question de ressources supplémentaires développées pour répondre aux besoins des femmes en situation d'itinérance, il s'agit simplement de décrire que tant de ressources ont été développées pour les hommes et tant d'autres pour les femmes au plan de la stabilisation résidentielle sans égard pour le développement d'une approche distincte. Il est aussi affirmé dans le bilan qu'en matière d'intervention en santé mentale ou en toxicomanie, des stratégies permettant de mieux rejoindre les hommes et les femmes en fonction de leurs besoins respectifs ont été développées (MSSS, 2014c). Pas un mot ou une action pour répondre aux enjeux de l'itinérance cachée et trop peu pour dessiner les contours de ses spécificités (MSSS, 2014b; Klassen, 2015).

Au-delà de l'insuffisance des ressources, la question de l'accessibilité aux services se pose aussi en raison des critères d'admissibilité, de l'éloignement des ressources, de leurs horaires ou de leur inadéquation face aux besoins spécifiques des femmes, notamment pour les mères, de l'importance des listes d'attentes ou tout simplement du manque d'informations et de connaissances sur les services offerts (Van Berkum et Oudshoorn, 2015; Sakamoto et al., 2010).

D'autres études montrent enfin que la manière d'offrir l'intervention constitue aussi une barrière en raison d'attitudes discriminatoires, de manque de coordination des services et du contrôle exercé sur les femmes (Paradis et al., 2011).

C'est dans cette perspective que la reconfiguration des réponses est devenue un moyen de penser autrement, pour parvenir à l'exercice effectif des droits fondamentaux : en renforçant la prise en considération des besoins spécifiques des femmes; en offrant des ressources sécuritaires et protectrices, inclusives, coordonnées et intégrés, démocratiques et attentives aux traumatismes; des ressources qui respectent les aspirations culturelles et identitaires des femmes; qui porteront attention à leur dignité, leur autonomie et à leur auto-détermination (Paradis et al, 2012 et 2011; YWCA, 2009).

La recherche poursuit dès lors les objectifs suivants :

- Comprendre les trajectoires et les expériences des femmes en situation d'itinérance;
- Appréhender l'adéquation entre les services offerts et les besoins des femmes.

## **PARTIE B – PISTES DE SOLUTIONS, RETOMBÉES ET IMPLICATIONS**

### 1. L'auditoire visé

Nos travaux et résultats de recherche s'adressent à l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la politique en itinérance : 1) les représentants politiques et les décideurs ; 2) le réseau institutionnel et communautaire d'intervention auprès des populations en situation d'itinérance ou à risque de l'être ; 3) les réseaux institutionnels et communautaires susceptibles d'être en contact avec des femmes en situation d'itinérance cachée ; 4) les femmes en situation d'itinérance ou à risque de l'être.

### 2. Significations des conclusions pour les décideurs, gestionnaires et intervenantEs

L'élaboration des recommandations à l'égard des différents acteurs concernés s'est inscrite à l'instar de la démarche de recherche soit, dans une logique participative, où les co-chercheurEs académiques comme les co-chercheures issues du comité de reconnaissance (CR) ont pu contribuer.

La rédaction des recommandations s'inscrit d'abord et avant tout dans une logique globale et générale, visant à produire un processus de reconnaissance de la réalité des femmes en situation d'itinérance, de leurs droits et de leurs besoins, en assumant un virage complet dans la mise en œuvre des interventions en itinérance, en vue de prioriser les femmes, parmi les personnes les plus vulnérables, tant en regard des potentialités de vivre une situation d'itinérance qu'en lien avec les préjudices vécus pendant la situation d'itinérance. En ce sens, les recommandations s'appuient sur deux moments forts qui devront être mis en œuvre par les différents acteurs

concernés :

- Connaître et faire connaître les réalités de l'itinérance au féminin et les services offerts ou à développer;
- Agir en reconnaissance *avec* les femmes en situation d'itinérance.

a) Connaître et faire connaître les réalités de l'itinérance au féminin

L'analyse de nos données a permis de dégager un certain nombre de constats préoccupants sur l'absence de connaissance mais aussi sur l'absence de volonté à s'intéresser directement à l'itinérance des femmes sur différents territoires. Il semble y avoir à cet égard un *statu quo*, malgré les politiques et les plans d'action développés dans de nombreux territoires, dans le traitement spécifique de la question des femmes en situation d'itinérance.

Par conséquent, nous recommandons :

- Aux comités directeurs régionaux, aux différents Ministères associés et au MSSS, porteur de la politique nationale en itinérance :
  - o d'assumer un *leadership* dans la priorisation des services et des interventions auprès des femmes, dans la mise en œuvre des plans d'action en itinérance, en vue de promouvoir un accès égal aux ressources et aux services;
  - o de soutenir des exercices spécifiques de documentation de la réalité de l'itinérance des femmes en s'intéressant, notamment, en plus des différentes données socio-démographiques des territoires, à la pauvreté des femmes, à leurs conditions de logement et aux situations où elles sont victimes d'actes de violence;
  - o de développer et de former les intervenantEs dans l'ensemble des secteurs concernés à des outils de repérage des situations, appuyés sur les indicateurs suivants :
    - l'instabilité résidentielle
      - avez-vous eu besoin de recourir à des amiEs ou des connaissances pour dormir dans les 30 derniers jours parce que vous aviez le sentiment d'avoir nulle part où aller ? ou pensez-vous vivre cette situation dans les 30 prochains jours ?



- avez-vous déménagé plus de cinq fois dans la dernière année ?;
  - avez-vous eu peur pour votre sécurité dans l'endroit où vous dormiez dans les 30 derniers jours ou avez-vous peur de dormir là où vous êtes pour les 30 prochains jours ?;
  - avez-vous peur de vous faire évincer de votre logement dans les 30 prochains jours ?
- L'insécurité alimentaire
    - Avez-vous évité de manger ou divisé des portions dans les 30 derniers jours car vous manquiez de nourriture ou d'argent pour en acheter ?
- Le non recours ou report de contact avec le système de santé et de services sociaux
    - Avez-vous renoncé à rencontrer un membre du personnel de la santé et des services sociaux dans les 30 derniers jours par peur de jugement sur votre situation ?
    - Avez-vous renoncé à rencontrer un membre du personnel de la santé et des services sociaux dans les 30 derniers jours par manque d'argent pour vous déplacer?
    - Avez-vous renoncé à rencontrer un membre du personnel de la santé et des services sociaux dans les 30 derniers jours par peur d'un diagnostic ?
    - Avez-vous renoncé à rencontrer un membre du personnel de la santé et des services sociaux dans les 30 derniers jours parce que vous n'aviez pas vos papiers d'identité, vos cartes ou parce que ce n'était pas gratuit?

Ces éléments ne sont que des illustrations des logiques de repérage en amont de la rue. Ces grilles devraient être portées par différents secteurs : écoles post-secondaires et université; CLE et programmes d'employabilité; santé et services sociaux; CAVAC; offices municipaux d'habitation et secteur d'habitation; comités logement; organismes de lutte à la pauvreté; organismes de lutte contre l'insécurité alimentaire; organismes en matière de décrochage scolaire; etc...

- d'assurer une diffusion des connaissances et une mobilisation des acteurs pour rendre visible l'itinérance des femmes et la reconnaissance de cette réalité.

## b) Connaître et faire connaître les services offerts

L'analyse des services offerts a permis de constater à quel point d'une part, les femmes comme les intervenantEs rencontré.es connaissaient peu les ressources disponibles et offertes et surtout que de nombreuses ressources ne sont pas identifiées comme pouvant jouer un rôle en matière d'itinérance des femmes. Par conséquent, nous recommandons :

- Aux comités directeurs régionaux, aux Ministères concernés et au MSSS, porteur de la politique en itinérance de :
  - o développer des outils et guides de services spécifiques à offrir aux femmes dans leur territoire respectif;
  - o documenter les recours, les non-recours et les refus de services à des femmes;
  - o repérer et documenter les difficultés d'accès ou l'absence de service;
  - o diffuser ces informations à différents publics : acteurs de la société civile; personnes concernées; organismes et institutions.

La question de la reconnaissance s'inscrit formellement dans une logique de conscientisation, de sensibilisation, de médiatisation mais aussi de politisation de la question de l'itinérance des femmes, dans la mesure où elles demeurent, en raison des structures sociales, organisationnelles et institutionnelles en place, discriminées eu égard à leur vulnérabilité (précarité ?) et à l'accès aux services dont elles ont besoin.

## c) Agir en reconnaissance

La question de l'action vise la promotion de processus d'intervention structurants en termes de stabilisation et de réaffiliation des femmes en situation d'itinérance, à partir de principes philosophiques qui s'appuient sur le respect, la dignité, l'écoute, l'accompagnement, le temps qui leur est accordé et le renforcement des capacités d'action et des opportunités.

Par conséquent, nous recommandons:

- Aux comités directeurs régionaux, aux Ministères concernés et au MSSS, porteur de la politique en itinérance de :
  - o réaliser des formations pour les intervenantEs, organismes et institutions sur les spécificités des réalités de l'itinérance au féminin;

- réaliser des formations auprès des intervenantEs, organismes et institutions sur les perspectives féministes et l'approche féministe en intervention;
  - réaliser des formations auprès des intervenantEs, organismes et institutions sur les enjeux entourant la mixité en intervention et sur l'ADS;
  - développer un maillage des services offerts et de soutenir la création d'un continuum de services en fonction des trajectoires des femmes;
  - nommer une ou plusieurs personnes responsables de la question des femmes, au sein des diverses instances, avec pour mandat de monitorer les situations, les barrières et les difficultés rencontrées, les ruptures de services dans la prise en charge des situations, cela dans une perspective intersectorielle.
- Aux responsables institutionnels, d'organismes et aux municipalités de :
- prioriser les femmes en situation d'itinérance dans l'accès à un logement, un revenu, une prise en charge en santé et services sociaux;
  - soutenir le développement de services, de places, d'horaires spécifiques et dédiés aux femmes;
  - soutenir le développement d'interventions qui misent sur la participation sociale des femmes en situation d'itinérance;
  - soutenir le développement de centres de jour où les femmes pourraient se rencontrer et développer des solidarités dans un contexte sécuritaire et participatif;
  - renforcer les cadres d'intervention émancipateurs dans les services offerts;
  - assurer une qualité d'accompagnement, de soutien et de suivi durables qui permettent de maintenir les femmes dans un processus de rétablissement;
  - créer et maintenir des espaces d'intervention sans gestes, attitudes, comportements d'intimidation, de harcèlement ou de violence à l'égard des femmes.
- Aux ministères concernés dans l'action intersectorielle en itinérance de :
- procéder de manière rigoureuse à des analyses ADS afin de prévenir la vulnérabilisation sociale vécue par les femmes;
  - agir pour réduire la pauvreté matérielle des femmes;

- agir pour bâtir des logements sociaux avec soutien communautaire pour les femmes;
- renforcer les interventions en matière de sécurité alimentaire;
- développer des tarifications sociales en matière de transport;
- soutenir l'accompagnement en première ligne des parents ou des mères monoparentales en situation de pauvreté;
- soutenir de manière adéquate la formation et l'éducation des femmes à risque d'itinérance ou ayant vécu de l'itinérance, afin de favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

### 3. Retombées immédiates ou prévues des résultats

La première retombée de cette recherche tient dans la création d'un groupe d'une quinzaine de femmes qui ont accompagné cette démarche durant les deux années, à titre de co-chercheuses (CR). A l'issue de cette recherche, elles ont le projet de développer un groupe Femmes Itinérantes Autonomes (FIA) afin de faire reconnaître les réalités de l'itinérance au féminin et de soutenir la création de ressources et de services qui peuvent répondre à leurs besoins spécifiques.

L'organisation d'un colloque en décembre 2017, auquel les co-chercheuses ont participé activement, a rassemblé près de 200 personnes de différents secteurs (intervenantEs, décideurs, chercheurs). Il a aussi été une occasion de sensibiliser et conscientiser les participants aux enjeux spécifiques de l'itinérance des femmes.

La mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des connaissances (année 2018-2019) avec le même groupe de femmes (CR) visant à sensibiliser d'autres femmes en situation d'itinérance et des intervenantEs de différents secteurs (stratégie financée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur).

Les retombées à venir se déclinent comme suit : a) mise en place de suivis spécifiques dans le cadre des comités régionaux en itinérance sur les réalités spécifiques des femmes et sur les interventions à renforcer ou à développer afin de réduire le non-recours aux services et aux interventions, tout en renforçant les accès aux services et aux interventions qui répondent aux besoins spécifiques des femmes ; b) la publication d'articles scientifiques et d'un ouvrage sur l'itinérance au féminin; c) le développement d'outils de réflexion et d'action sur la mise en place d'interventions adaptées aux besoins des femmes ou de services spécifiques aux femmes.

#### 4. Limites et niveau de généralisation des résultats

Comme il s'agit d'une méthodologie qualitative s'appuyant sur différents contextes géographiques des réalités des femmes en situation d'itinérance ou des services offerts, la généralisation des résultats peut s'avérer difficile. Pour autant, la diversité des contextes étudiés, des trajectoires de femmes rencontrées, des milieux d'interventions rencontrés permet de rendre compte, au-delà des cas singuliers, des productions structurelles, institutionnelles, politiques, sociales et scientifiques, du manque de reconnaissance des besoins spécifiques des femmes, de leur parcours vers et dans l'itinérance et de la pénurie des services et d'interventions dédiés ou adaptés aux femmes.

### **PARTIE C – METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE**

S'appuyant sur une démarche de recherche-action participative (Anadon, 2013) qui permet la co- construction des connaissances et des recommandations, la recherche s'est ancrée dans des études de cas spécifiques dans sept régions (*Montréal, Capitale-Nationale, Mauricie, Outaouais, Abitibi- Témiscamingue, Montérégie, Côte-Nord*).

Chaque étude de cas a fait l'objet d'un **volet cartographique** permettant de produire un état de la situation sur les connaissances et la considération des réalités de l'itinérance au féminin et des services et ressources mis au service des femmes en situation d'itinérance, dans différents secteurs. Un volet **narratif** a permis de rencontrer dans chaque région étudiée de 5 à 18 femmes en situation d'itinérance (total 45 récits de vie) pour appréhender le parcours de la personne vers l'itinérance et dans l'itinérance, en articulant les événements, les situations, les relations, les lieux, les institutions et les ressources fréquentées, les stratégies employées, comme des éléments révélateurs des conditions objectives de vie qui ont pu porter atteinte à leur sécurité, leur intégrité, leur dignité, à leur égalité, ainsi qu'à la manière dont la personne définit et perçoit ces situations et leurs effets. Un volet **pratique** avec des intervenantEs de différents secteurs et dans chaque région (2 à 8 *focus groups* pour un total de 20, réunissant de 5 à 20 intervenantEs) a permis de saisir leur compréhension de la réalité de l'itinérance des femmes, les approches et pratiques d'intervention spécifiques aux femmes qu'ils mettent de l'avant et les pistes d'amélioration des services et des pratiques.

**Un volet participatif chapeautant la démarche de recherche** a été établi à travers un CR formé d'une quinzaine de femmes vivant ou ayant vécu l'itinérance, qui a accompagné la recherche dès la construction des outils de cueillette de données, jusqu'à la mise en œuvre de la mobilisation des connaissances. Ce groupe de femmes, mis sur pied de la manière la plus diversifiée possible, réunissait des femmes âgées entre 36 et 61 ans, parlant anglais et/ou français. Certaines ont vécu dans la rue pendant quelques années, d'autres ont connu des situations d'itinérance de plusieurs mois, tout en demeurant invisibles, surfant d'un hébergement temporaire à un autre. La plupart ont été ou sont encore aux prises avec des dépendances à l'alcool, aux drogues ou au jeu. D'autres ont connu des problèmes sévères et persistants de santé physique ou de santé mentale. Quelques-unes ont suivi des trajectoires migratoires d'une région à une autre, ou d'un pays à un autre, marquées par la violence conjugale et la précarité, alors que d'autres ont fait du travail du sexe. Toutes ont connu diverses formes de violence, sexuelle dans plusieurs cas, et dès l'enfance pour quelques-unes. Des passages plus ou moins longs dans des centres jeunesse, des familles d'accueil, des foyers de groupe ou des centres de détention, font également partie des expériences de ces femmes. Plusieurs sont mères, d'autres pas. En somme, des profils variés, des savoirs expérientiels partagés au fil des rencontres, qui ont donné accès à une lecture collective étoffée de l'itinérance au féminin.

Le CR s'est réuni aux deux semaines et à toutes les semaines en fin de démarche. Les rencontres duraient trois heures et se tenaient dans une salle conviviale de l'université. Animées par la coordonnatrice de recherche, elles cherchaient à maximiser la prise de parole des femmes, dans un cadre protecteur et sécurisant. Une routine a progressivement été établie par le groupe, qui en mettait l'accent sur la participation de toutes et sur l'actualisation constante du cadre sécuritaire, notamment par le rappel des valeurs partagées par le groupe, la citation du jour, la minute de méditation en début de rencontre. Puis suivait un travail de discussion, de réflexion, réalisées en sous-groupe et en plénière, en fonction de l'avancée de la démarche.

Dès la conception de la démarche de recherche, il était acquis que les femmes du CR auraient le statut de co-chercheuses, au même titre que les co-chercheurEs universitaires, la coordonnatrice et les étudiantes, de telle sorte qu'il devenait possible d'établir une base égalitaire entre l'ensemble des acteurEs de la recherche, de créer un espace collectif où la contribution de chacune et de chacun est considérée de la même façon. Cette reconnaissance du statut de co-chercheuse a permis d'affirmer, dès le début, les attentes de participation en termes de co-construction plutôt que de simplement faire appel aux participantes comme expertes de

leur expérience, facilitant dès lors leur implication dans toutes les activités à réaliser (la création de logos de la recherche, les outils de cueillette, les activités médiatiques de la recherche, le choix des personnes à interpeller, à rencontrer, les partenariats à développer, la réalisation du colloque final, les analyses des données, les outils de mobilisation des connaissances, etc.).

La construction de cet espace collectif qui favorise la production d'un savoir et d'une réflexivité qui dépassent la seule expérience de l'itinérance, vient soutenir la création d'un nouveau regard sur soi et sur les autres parties concernées mais aussi sur l'itinérance et sur ses caractéristiques, en mettant constamment en débats les cadres habituels de la connaissance et de l'action sur l'itinérance, tout comme sur les cadres habituels de la production de la connaissance et de sa mobilisation. Ainsi, durant toute la démarche, les rencontres ont conduit à réfléchir, débattre, proposer, créer de nouveaux regards sur l'expérience de l'itinérance au féminin, sur les interventions et les pratiques en ce domaine, mais aussi sur la manière de développer la connaissance, de la structurer, de l'organiser, de la mobiliser.

C'est ainsi, que le CR a construit deux fois un partenariat avec des étudiantEs en pharmacie, pour développer, dans un premier temps, une vidéo sur les réalités de l'itinérance au féminin et, dans un deuxième temps, une collecte de produits d'hygiène féminine, comme révélant, du même coup, l'invisibilité des besoins des femmes en situation d'itinérance dans les politiques, les financements et les interventions.

La réalisation d'un colloque final de la recherche a aussi été une occasion forte de déconstruire des modalités habituelles de transfert des connaissances, en s'intéressant à réfléchir et à produire des outils et des situations qui permettraient aux personnes réunies de « vivre et de faire l'expérience de l'itinérance », mais aussi de rendre visibles l'expression et la créativité des femmes en situation d'itinérance. Ainsi lors de ce colloque, les trajectoires documentées des femmes en situation d'itinérance ont été abordées à travers la création d'un jeu de serpents et échelles ; l'inadéquation des services face aux besoins des femmes, par des jeux de rôles ; les pistes d'amélioration des

interventions et les recommandations, par la création de plans d'interventions intersectorielles à partir de cas fictifs et une toile d'engagements sur laquelle les participants du colloque ont accepté de se compromettre.

## **PARTIE D – LES RESULTATS OBTENUS**

L'analyse des données a permis de dégager différents résultats en regard de l'invisibilisation de l'itinérance des femmes, de leurs expériences de l'itinérance et de la non adéquation entre leurs droits, leurs besoins et les services offerts.

### **1. L'invisibilisation de l'itinérance des femmes**

La question de l'invisibilisation tient non seulement au fait que les femmes vivent davantage cachée leur situation d'itinérance mais surtout que les politiques, programmes et services tiennent peu compte de la spécificité féminine de l'itinérance. En somme, nous avons pu constater à travers l'analyse des plans d'action, la cartographie des services, les *focus groups* tenus auprès d'intervenantEs et les entrevues réalisées auprès de femmes en situation d'itinérance, à quel point persiste une lecture masculine de l'itinérance, appuyée sur une prise en compte des réalités vécues dans la rue et sur le taux d'occupation des refuges. De nombreux acteurs ont mentionné les enjeux liés au dénombrement à partir de la rue et des refuges, qui perpétuent l'invisibilisation, l'absence de comités concernant spécifiquement les femmes dans différents comités régionaux, les difficultés de certaines ressources travaillant auprès des femmes à être présentes, entendues et considérées dans différents comités relatifs à l'itinérance, l'absence, dans les plans d'action, de stratégies spécifiques à l'égard des femmes en situation d'itinérance, l'absence de reconnaissance des différents enjeux qu'elles peuvent vivre lorsqu'elles sont dans des logements précaires, non sécuritaires, instables et parfois inabordables. En outre, de nombreux acteurs ont fait remarquer que, malgré un certain nombre d'évidences régionales sur la vulnérabilité des femmes aux plans des revenus, du coût des loyers, de la violence vécue, peu d'acteurs font des liens entre ces éléments et les situations d'itinérance ou à risque d'itinérance. Quant aux femmes du CR, elles ont su montrer comment la question de l'absence de support financier gouvernemental dans les ressources d'hébergement, notamment pour la distribution de produits d'hygiène féminine, illustre, de manière exemplaire, leur invisibilisation. La portée de cette invisibilisation a été traitée au colloque, par l'intermédiaire du « filet social troué ». Il s'agissait de montrer que malgré l'existence de ressources (l'idée du filet), les femmes ne parviennent pas à y avoir accès ou ne se sentent pas à l'aise d'y avoir recours, en plus de considérer la nécessité de développer de



nouvelles ressources développées de manière intersectorielle, dédiées et adaptées à ces femmes (l'idée d'apprendre à tricoter serré).

Par ailleurs, l'analyse des *focus-groups* tenus auprès d'intervenantEs dans les différentes régions, a permis de constater aussi à quel point, les exemples d'intervention, de situations décrites dans des contextes de mixité, basculaient très rapidement vers la description de situations comparables à celles des hommes. Ainsi dans l'imaginaire collectif et dans le quotidien, les intervenantEs travaillant dans des contextes mixtes témoignent aussi de leur propre participation à l'invisibilisation, notamment parce que les hommes sont souvent plus nombreux, plus visibles et plus faciles à aborder. Des intervenantEs ont évoqué que le fait de considérer la réalité des femmes, soit pour être en contact avec elles, entrer en relation, soutenir une intervention, aborder des réalités spécifiquement féminines, exigeait une vigilance constante, qu'ils n'avaient pas toujours le temps d'exercer. Ainsi, par exemple, que ce soit en travail de rue, en intervention auprès des personnes consommatrices de drogues, auprès de personnes ayant des problèmes de santé mentale, des problèmes de justice, les réflexes, les habitudes d'intervention, les conditions de l'intervention qui ont cours dans un contexte de pénurie constante, contribuent à rendre plus difficile la création de liens avec les femmes, l'attention à l'égard de leurs difficultés spécifiques, la mise en œuvre de stratégies spécifiques d'intervention et le maillage intersectoriel de ressources. Des intervenantEs, comme des femmes en situation d'itinérance, ont déploré que les interventions en toxicomanie s'inscrivaient souvent dans une compréhension de la consommation associée à la rue et, le plus souvent, au travail du sexe. Pourtant, de nombreuses femmes nous ont dit être devenues dépendantes à des médicaments, notamment des médicaments prescrits contre la douleur et qu'il est alors difficile de se dire «dépendante» ou d'aller vers des ressources qui ne sont pas habituées à ce type de dépendance. Ces éléments issus de nos données sont aussi dénoncés par de nombreux acteurs et actrices (Table des groupes de femmes de Montréal, Comité des Montréalaises, Regroupement des ressources d'hébergement). Pour autant, les intervenantEs rencontrés.es, ont aussi évoqué dans cet enjeu d'invisibilisation la difficulté de faire traverser ces préoccupations au-delà des groupes et des actrices déjà largement sensibilisés.es aux enjeux structurels vécus par les femmes.

## 2. L'expérience et les trajectoires d'itinérance des femmes

L'analyse des données permet, dans un premier temps, de constater à quel point les femmes vont se débrouiller le plus souvent seules pour éviter le passage à la rue. Dès la première rencontre du CR, l'une d'entre elles, évoquant la définition de l'itinérance à partir de sa propre expérience, déclarait « pour ma part, je ne suis jamais tombée dans la rue, mais j'ai lutté très fort et seule pendant longtemps pour rester sur la première marche de l'escalier. Maintenant, je suis heureuse d'avoir réussi à monter l'escalier et avoir un chez moi ».

Les femmes et les intervenantEs nous ont souvent décrit des parcours vers l'itinérance, voire la rue, qui ont conduit ces femmes à vivre un épuisement progressif de leurs ressources monétaires, physiques, psychiques, émotionnelles et relationnelles. En somme, quand elles arrivent dans les ressources, elles sont aussi usées qu'elles ont usé leurs réseaux et ressources. La nécessité de cacher, de non-dévoiler leur situation ou leurs difficultés par contrainte, par honte, par peur de la stigmatisation, de perdre leurs enfants, de perdre leur droit de vivre au Canada, etc., contribuent à exiger de ces femmes de faire face seules aux adversités auxquelles elles sont confrontées. A ce titre, les contacts avec les institutions ou les organismes, sont envisagés avec méfiance, avec la crainte d'être jugées, incomprises, méprisées et de perdre encore une part de leur dignité ou de leurs droits.

Dès lors, la compréhension de la spirale de l'itinérance, entendue comme une trajectoire individuelle alimentée par différents facteurs, doit aussi intégrer cette dynamique d'invisibilisation, qui impose aux femmes de vivre, le plus souvent seules, ce processus. Nous avons à cet égard rencontré des femmes qui nous ont dit n'avoir que trois ou quatre personnes dans leur réseau à qui elles ont parlé de leur expérience d'itinérance ou de passage à la rue. Par ailleurs, si on associe souvent l'itinérance cachée des femmes au « *couchsurfing* », nous avons rencontré des femmes qui nous ont raconté avoir vécu pendant de nombreux mois ou années dans des camionnettes, dans des voitures, dans des bureaux, dans des institutions scolaires, dans des « cabanes de fortune », pour éviter la rue et le stigma de l'itinérance. D'autres nous ont évoqué les multiples déménagements au gré de leurs difficultés financières et personnelles, le départ ou la fuite de milieux violents, l'engrenage entre les difficultés personnelles, la perte d'emploi, d'un proche ou d'un conjoint, la perte de la garde des enfants, qui rendent compte de cette déstabilisation progressive de leurs repères, de leur sécurité, de leur dignité et de leur intégrité.

En somme, pour ces femmes, l'expérience de la survie, de la débrouillardise, de la honte, de la violence s'inscrit dans leur trajectoire bien en amont de leur éventuelle vie dans la rue. L'expérience et la perception d'avoir un « chez soi » sécuritaire, décent et abordable, sont des droits desquels dont les femmes rencontrées ont peu bénéficié. Avoir une clé à soi, vivre dans un environnement sécuritaire, sans peur, avoir un loyer qui n'absorbe pas une grande partie de ses ressources, vivre dans un logement décent, sont autant de situations décrites par ces femmes comme des pertes marquantes dans leur trajectoire mais aussi des éléments concrets de leur réussite, une fois sorties de l'itinérance ou de la pauvreté. Pour les femmes qui étaient stabilisées et dans un logement approprié quand nous les avons rencontrées, il est assez frappant de noter qu'elles pouvaient nous donner la date précise de ce changement, alors que le passage dans l'itinérance était toujours plus confus au plan temporel, s'articulant autour d'une série d'évènements enchevêtrés. À l'inverse, une minorité de femmes rencontrées ont évoqué de manière précise leur entrée dans l'itinérance, le plus souvent par une arrivée brutale à la rue, soit par une éviction d'un logement, par une incapacité soudaine de vivre de manière autonome en raison de problèmes de santé, par le décès d'un proche ou d'un conjoint, soit par une sortie institutionnelle (prison, centre jeunesse, hôpital) non accompagnée, soit par un départ précipité à la suite de violences vécues. Dans ces trajectoires, le choc de l'arrivée à la rue est profondément brutal et traumatisant et, faute de connaissances, d'informations, de liens avec les ressources, elles ont ressenti une profonde vulnérabilité et insécurité. Dans ces trajectoires, les femmes nomment le moment précis de ce passage brutal.

Au travers de l'analyse des trajectoires des femmes rencontrées, les récits de leur expérience d'insécurité et de vulnérabilité prend de multiples formes mais force est de constater que la plupart d'entre elles ont vécu des situations d'abus et de violences interpersonnelles, que ce soit dans l'enfance ou dans leur vie adulte et que ces situations se sont accrues lorsqu'elles ont dû vivre dans la rue. En même temps, pour la plupart, les trajectoires sont marquées par des violences structurelles et institutionnelles qui ont renforcé leur vulnérabilité, en amont et durant leur expérience de l'itinérance et même après, alors qu'elles ont réussi à accéder à une certaine stabilité. Ainsi, certaines nous ont témoigné, par exemple, de rapports difficiles, voire abusifs, dans leurs différents emplois; de rapports discriminatoires avec différents services publics, en raison de leur origine ethnique, de leur condition sociale, de leur mode de vie, de leurs difficultés personnelles; de relations dénigrantes, disqualifiantes, voire infâmantes avec différentes institutions d'autorité comme la police, la justice, la protection de la jeunesse ou l'aide sociale.

Ces différentes expériences et situations vécues par les femmes rencontrées ont participé, de leur point de vue, à les rendre plus vulnérable, à les mettre dans des situations d'insécurité, en plus de

produire chez les autres, un regard stigmatisant, marginalisant, sur ce qu'elles étaient et sur ce qu'elles sont. À ce titre, les femmes ont évoqué à de nombreuses reprises les pertes identitaires qu'elles ont dû vivre tout au long de leur parcours de vie : celle de femme, de mère, celle de travailleuse, et la honte qui les accompagne. Certaines ont même évoqué comment cette expérience de la rue les a poussées à la consommation de drogues et à la prostitution, pour arriver à une certaine prise de distance par rapport à leurs émotions, leur corps, leur sécurité, leur dignité, au point de se déconnecter complètement de leur propre identité de femme et d'être humain. Elles parlent alors de la nécessité de se réconcilier avec elles-mêmes, ce qui prend du temps, nécessaire avant de pouvoir affronter leur rapport aux autres et à la société.

Dans la compréhension de leur expérience de l'itinérance, ces femmes ont toutes évoqué les dynamiques de choix contraints dans lesquelles elles sont plongées : être visible comme personne en situation d'itinérance et subir en retour la stigmatisation et l'insécurité ou l'injonction à l'auto-responsabilité; être invisible et devoir faire face seule à la précarité, à la vulnérabilité et à l'instabilité résidentielle.

### **3. La non adéquation entre les droits, les besoins et les services**

L'analyse des données recueillies permet de considérer que la question des droits bafoués et des personnes en situation d'itinérance est peu reconnue, malgré la politique nationale en itinérance. Ainsi, il est difficile de voir, à l'intérieur des plans d'action, si la question de la dignité et de l'intégrité des personnes est au cœur des préoccupations des acteurs qui offrent les services. L'absence quasi générale d'une analyse fondée sur l'ADS demeure préoccupante. Or, les femmes rencontrées évoquent souvent l'importance qu'elles accordent à retrouver à la fois une expérience de sécurité objective tout comme un sentiment subjectif fort de sécurité. Pour autant, elles indiquent que cet espace sécuritaire ne leur est pas toujours accordé par les ressources d'aide, soit en raison d'un manque d'espace, de moyens, de ressources humaines. Ainsi, par exemple, certaines femmes ont raconté leurs difficultés à fréquenter des organismes qui travaillent dans un contexte mixte, dans la mesure où elles doivent choisir entre la peur d'y rencontrer des hommes et la possibilité d'avoir un repas chaud. Les *focus groups* réalisés ne nous ont pas permis de constater si la sécurité des femmes dans des contextes de mixité était une préoccupation des organisations ou des intervenantEs. Une seule exception, les ressources d'hébergement pour femmes victimes de violence qui ont mis en place un grand nombre de pratiques, de l'adresse anonyme, aux contrôles d'entrée, à la non-mixité, tout en mettant aussi l'accent sur les relations d'entraide et de solidarité.

En termes de dignité, les femmes vont raconter à quel point les institutions de santé, de services sociaux, mais aussi la DPJ, les CLÉ, etc. sont des institutions qui, le plus souvent, les placent dans des dynamiques de jugement et de stigmatisation. Ainsi, plutôt que d'être considérées comme des personnes humaines, les femmes ont le sentiment que ces institutions les perçoivent comme de mauvaises personnes, coupables de la situation dans laquelle elles se trouvent. Or, un des enjeux majeurs dans la construction d'une relation d'aide adéquate et appropriée consiste en la création d'un rapport de confiance où la personne sent qu'elle est respectée et considérée dans sa globalité. C'est en ce sens que les femmes ont évoqué à quel point elles ne parvenaient pas à être écoutées et entendues, les contacts avec les institutions se traduisant, le plus souvent, par la production de diagnostics morcelés, de services non arrimés et de rapports stigmatisants. Pourtant, une intervention qui s'appuie sur la dignité constitue une clé pour traiter la personne dans son entièreté, de manière respectueuse et sensible. D'ailleurs, les approches qui mettent de l'avant la dignité dans les services de santé et services sociaux, exigent des intervenantEs qu'ils/elles adoptent des attitudes respectueuses et, pour ce faire, elles intègrent des démarches réflexives pour appréhender leurs préconceptions et leurs préjugés. Or, pour les femmes rencontrées, être une femme en situation d'itinérance demeure un stigma si fort qu'elles ont le sentiment d'être constamment perçues comme fautives, coupables, à blâmer, sans égard pour une compréhension bienveillante de leur situation. Pourtant, la bienveillance, la compassion et le dialogue demeurent les clés pour agir en tout dignité dans l'intervention auprès des populations les plus vulnérables. Les entrevues conduites avec les femmes permettent d'affirmer que bien avant les besoins essentiels (se nourrir, se loger, se vêtir), le récit de vie de ces femmes est marqué par cette atteinte douloureuse à leur dignité, comme une illustration constante de la déshumanisation, de l'exclusion et du mépris qu'elles vivent au quotidien. C'est d'ailleurs à travers ce mépris vécu que les femmes expriment avoir construit, progressivement, un mépris d'elles-mêmes, traçant alors la voie à des interactions de méfiance avec les autres et avec la société dans son ensemble. Elles vont alors nous raconter comment le chemin vers le rétablissement s'inscrit dans les petits pas réalisés, ceux qui les éloignent de l'insécurité, de l'instabilité, de l'indignité, dans un contexte bienveillant et sécurisant.

Face à ces parcours construits autour du mépris, de la violence subie, de l'exclusion et de la stigmatisation, les femmes indiquent, au-delà de la réponse aux besoins matériels, qu'il leur faut un espace où l'écoute, la réconciliation avec soi et avec les autres, le rétablissement, seraient les piliers de l'intervention. Elles disent avoir besoin d'un cadre sécuritaire approprié à leur situation, un logement qui va leur permettre de se poser et de travailler à bâtir un sentiment de sécurité. Le besoin d'un espace relationnel où elles vont trouver le soutien pour faire face aux multiples traumatismes qu'elles ont vécus, l'accompagnement durable dans un processus de rétablissement complexe, favoriserait la démarche de réconciliation avec soi et avec les autres. Enfin, leurs aspirations à participer à la chose sociale, en tant que citoyennes à part entière, constituent aussi la clé de voûte de ce chemin vers le mieux-être.

Pour autant, comme le montre l'analyse de nos données, la pénurie ou l'absence de ressources appropriées contribuent à maintenir ces femmes en marge de la société car, faute de temps, de ressources humaines, de places disponibles, de services offerts, l'intervention s'inscrit le plus souvent dans des modalités d'urgence, de réponses immédiates à des besoins, de durées de séjour qui ne correspondent pas à l'état d'épuisement des femmes, d'exigences élevées d'activation ou d'admission. En outre, les ressources sur lesquelles peuvent compter ces femmes sont essentiellement des ressources communautaires, les institutions demeurant particulièrement fermées à répondre humainement aux besoins de ces femmes, que ce soit en termes de santé, de services sociaux, de suivi psychologique, de soutien à titre de victime d'actes criminels tels que des agressions sexuelles ou d'accompagnement comme mère en situation de pauvreté.

## **PARTIE E – PISTES DE RECHERCHE**

Une recherche de ce type, considérant les régions étudiées (en nombre et en caractéristiques), la diversité des femmes rencontrées et la durée de la démarche, ne peut prétendre avoir documenté en profondeur les différentes réalités vécues par les femmes ni, compte tenu du nombre très restreint des travaux en la matière, représenter de façon exhaustive la question des femmes en situation d'itinérance dans la littérature. de travaux portant sur

Ainsi, il importe de poursuivre l'effort de recherche et d'approfondir les éléments suivants :

- les réalités spécifiques et émergentes de certains groupes de femmes en situation d'itinérance : femmes autochtones; des femmes inuit; femmes âgées; jeunes sortant des centres jeunesse; femmes immigrantes et réfugiées; jeunes mères;

- les discriminations, les stigmatisations, les atteintes aux droits et leurs effets, vécus par les femmes proches d'une situation d'itinérance, afin de renforcer les logiques et les actions préventives et réduire ainsi les possibilités d'un passage à l'itinérance;
- les pratiques prometteuses d'intervention spécifiques en itinérance des femmes, peu connues et peu documentées, pour en appréhender les principes, les modalités, les conditions et les valeurs , en vue de mieux les diffuser ;
- les situations de non-recours et les barrières d'accès aux organismes, institutions, services et programmes vécues spécifiquement par les femmes, afin de soutenir l'amélioration des réponses offertes et en renforcer l'accès;
- les stratégies et les modalités d'intervention innovantes, développées pour mieux répondre aux besoins des femmes en situation d'itinérance.

Les principales pistes d'action à soutenir se déclinent dans une perspective de reconnaissance de l'itinérance au féminin, pour leur permettre de sortir de l'état d'invisibilisation dans lequel se retrouvent tant les femmes en situation d'itinérance que le phénomène en général. Il s'agit dès lors de soutenir :

- la documentation sur les réalités de l'itinérance au féminin et les services offerts;
- la conscientisation et la sensibilisation des acteurs à la réalité de l'itinérance au féminin;
- le développement de plans d'action, d'interventions spécifiques;
- le soutien et l'accompagnement à la participation sociale des femmes en situation d'itinérance.

## PARTIE F– REFERENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Auberge Madeleine. (2013). Rapport des activités 2013-2014. 26. Retrieved from <http://www.aubergemadeleine.org/Rapport.pdf>
- Anadon, M. (2013). « Recherche participative », in Casillo, I. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation.
- Anderson, J. T., & Collins, D. (2014). Prevalence and causes of urban homelessness among indigenous peoples: A three-country scoping review. *Housing Studies*, 29(7), p.959-976.
- Barreau du Québec (2008). Les personnes en situation d'itinérance : détentrices de droits fondamentaux. Mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'itinérance.
- Barrow, S., & Laborde, N. (2008). Invisible mothers: Parenting by homeless women separated from their children. *Gender Issues*, 25(3), p.157-172.
- Bellot, C. (2000). La trajectoire : un outil dans la compréhension de l'itinérance. dans D. Laberge, (dir). *L'errance urbaine*. Montréal, Éditions Multimondes, Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale, 101-119.
- Bellot, C. (2001). *Le monde social de la rue : expériences des jeunes et pratiques d'intervention*. Thèse de doctorat en criminologie, Université de Montréal
- Bellot, C.; Sylvestre, M-E., St-Jacques, B. (2013). Construire un problème social et pourquoi pas ? Le cas de la judiciarisation de l'itinérance. Dans M.Otéro et S. Roy (eds). *Qu'est ce qu'un problème social aujourd'hui ? Repenser la non-conformité*. St-Foy, PUQ, p.207-228.
- Bellot, C. ; Rivard, J. (2017). Repenser l'itinérance au féminin dans le cadre d'une recherche participative. *Criminologie*, 50 (2), p.95–121.
- Bellot, C.; Rivard, J. (2013). La reconnaissance : un enjeu au coeur de la recherche participative. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), p. 105-124.
- Benbow, S., Forchuk, C., & Ray, S. L. (2011). Mothers with mental illness experiencing homelessness: A critical analysis. *Journal of psychiatric and mental health nursing*, 18(8), p.687-695.
- Berman, H., Mulcahy, G., Forchuk, C., Edmunds, K., Haldenby, A., & Lopez, R. (2009). Uprooted and displaced: A critical narrative study of homeless, aboriginal, and newcomer girls in Canada. *Issues In Mental Health Nursing*, 30(7), p418-430
- Bertsch, T. M. (2012). *The standpoint of homeless single mothers on recurrent episodes of homelessness*. Thèse de doctorat, New-York, Adelphi University.
- Blanchet, C.; Rochette, L. (2011). Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires. Québec, INSPQ.
- Burns, V., Grenier, A., Lavoie, J.-P., Rothwell, D., & Sussman, T. (2012). Les personnes âgées itinérantes — invisibles et exclues. Une analyse de trois stratégies pour contrer l'itinérance *Revue Frontières*, 25(1),p 31-56.
- Casey, R.; Goudie, R., Reeve, K. (2008) Homeless Women in Public Spaces: Strategies of Resistance, *Housing Studies*, 23:6, p.899-916,
- Cochran, B., Stewart, A., Ginzler, J., & Cauce, A. (2002). Challenges faced by homeless sexual minorities: comparison of gay, lesbian, bisexual, and transgender homeless adolescents with their heterosexual counterparts. *American Journal Of Public Health*, 92(5),p.773-777.
- Conseil du statut de la femme (CSF) (2012). *Réflexions sur l'itinérance des femmes en difficulté : un aperçu de la situation*. Publications officielles, Québec.
- Cosgrove, L., & Flynn, C. (2005). Marginalized mothers: Parenting without a home. *Analyses of Social Issues and Public Policy*, 5(1), p.127-143



- Côté, P-H. (2013). Les relations intimes chez les jeunes de la rue. Thèse de doctorat en service social, Université de Montréal
- Commission populaire itinérante sur le droit au logement (2013). *Urgence en la demeure*. Rapport des commissaires, Montréal, FRAPRU.
- Couturier, E-L.; Tremblay-Pépin, S. (2015). *Les mesures d'austérité et les femmes : analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008*. Montréal. IRIS
- Christensen, J. (2013). 'Our home, our way of life': Spiritual homelessness and the sociocultural dimensions of indigenous homelessness in the northwest territories (NWT), Canada. *Social & Cultural Geography*, 14(7), p.804-828.
- Czapska, A.; Webb, A. & Taefi, N. (2008). *More than bricks & mortar. A rights based strategy to prevent girl homelessness in Canada*. Vancouver, Justice for girls.
- FRAPRU. (2015). *Femmes, logement et pauvreté*. Rapport, Montréal.
- Flynn, C. (2015). *Une recherche participative auprès de jeunes filles de la rue. La question de la violence structurelle*. Thèse de doctorat en travail social, UDM
- Gélineau, L. (2008). *La spirale de l'itinérance au féminin : Pour une meilleure compréhension des conditions de vie des femmes en situation d'itinérance de la région de Québec*. Rapport de recherche, Québec, RAIQ
- Gouvernement du Québec. (2014). *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir. Politique nationale de lutte à l'itinérance*. Québec, Publications gouvernementales.
- Hamelin, A-M.; Bolduc, N. (2003). La sécurité alimentaire à l'agenda politique québécois. *Service social*, vol 50, p.57-80
- Huey, L., Berndt, E. (2008). 'You've gotta learn how to play the game': homeless women's use of gender performance as a tool for preventing victimization. *The Sociological Review*, 56(2), p.177-194.
- Kirst, M. J., Erickson, P., & Strike, C. (2009). Poly-substance use among male and female street youth in Toronto, Canada. *International Journal of Social Inquiry*, 2(2), p.123-139.
- Laberge, D., Roy, S., Morin, D., Rozier, M. (2002). Entre la survie et la sortie de rue : le discours des femmes itinérante. Dans V. Châtel et M.-H. Soulet (dir). *Faire face et s'en sortir, vol.1 : Négociation identitaire et capacité d'action*, Fribourg, Presses de l'Université de Fribourg, p.35-42.
- Laberge, D., Morin, D., Roy, S. (2000). L'itinérance des femmes: les effets convergents de transformations sociétales. Dans D.Laberge (dir). *L'errance urbaine*. Sainte-Foy, Les Éditions Multimondes, p.83-99.
- La maison Marguerite inc. (2013). Rapport Annuel 2013 (pp. 41).
- La rue des femmes (2013). *Rapport d'activités 2013-2014*. Montréal.
- La rue des femmes (2011). *État de situation de l'itinérance des femmes à Montréal. Les différents visages de l'itinérance au féminin*. Montréal, Rapport de recherche
- La rue des femmes (2010). *La différenciation entre l'état d'itinérance féminine et masculine : analyse différenciée selon le genre*. Montréal, Rapport de recherche
- Lanzarini, C. (2003). *Survivre à la rue. Violences faites aux femmes et relations aux institutions d'aide sociale*. Paris, L'Harmattan.
- Lévesque, C., Cloutier, É. Et Turcotte, A-M. (2013). Caractéristiques et particularités de la condition itinérante chez les personnes autochtones : mieux comprendre pour mieux agir. Montréal : ODENA (ARUC-CURA) : Les autochtones et la ville au Québec : identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance.

- Lévesque, M. et R. Malenfant (2005). Trajectoires liées à la pauvreté et santé des femmes, *Le Médecin du Québec*, 40(9).
- Lewinson, T., Thomas, M. L., & White, S. (2014). Traumatic Transitions: Homeless Women's Narratives of Abuse, Loss, and Fear. *Affilia: Journal Of Women & Social Work*, 29(2), p.192-205.
- MacDonald, Sue-Ann. (2014). "Managing Risk : Self-Regulation Among Homeless Youth". *Child & Adolescent Social Work Journal*, 31(2), p.1-26.
- Maes, C. (2012). *Shared stories, silent understandings: Aboriginal women speak on homelessness*. Thèse de doctorat, Urban Planning, University of Manitoba.
- May, J., Johnsen, S., & Cloke, P. (2007). Alternative cartographies of homelessness: Rendering visible british women's experiences of 'visible' homelessness. *Gender, Place & Culture*, 14(2), p.121-140.
- Meadows, L.M., Thurston, W.E., & Melton, C. (2001). Immigrant women's health. *Social Science & Medicine*, 52(9), p.1451-1458.
- Miller, C. L., Fielden, S. J., Tyndall, M. W., Zhang, R., Gibson, K., & Shannon, K. (2011). Individual and structural vulnerability among female youth who exchange sex for survival. *Journal of Adolescent Health*, 49(1), p36-41.
- Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS). (2014a). *L'itinérance au Québec: premier portrait*. Publications gouvernementales, Québec.
- Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS). (2014b). *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance. Plan d'action interministériel en itinérance, 2015-2020*. Québec, Publications gouvernementales.
- Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS). (2014c). *Bilan du plan d'action interministériel en itinérance, 2010-2013*. Québec, Publications gouvernementales.
- Murray, S. (2011). Violence against homeless women: Safety and social policy. *Australian Social Work*, 64(3), p.346-360.
- Namian, D. (2014). L'errance à l'heure de la « cinétique politique » : du nomadisme à l'immobilisme des corps, *Pensée plurielle* (35) 1, p. 33-42.
- Namian, D. (2012). *Entre itinérance et fin de vie. Sociologie de la vie moindres*. Sainte-Foy, PUQ.
- Neal, R. (2004). *Voices: Women, poverty and homelessness in Canada*. Ottawa, National Anti-Poverty Organization
- Nirui, M., Dudley, M., & Ferson, M. (2011). Health and wellbeing of the invisible: Homeless women with young children. *Australasian Psychiatry*, 19(6), p.536.
- Noble, A. (2015). *Beyond housing first: A holistic response to family homelessness in Canada*.
- O'Grady, B., & Gaetz, S. (2004). Homelessness, gender and subsistence: The case of Toronto street youth. *Journal of Youth Studies*, 7(4), p.397-416.
- Oliver, V., & Cheff, R. (2014). The social network: Homeless young women, social capital, and the health implications of belonging outside the nuclear family. *Youth & Society*, 46(5), p.642-662.
- Oliver, V. (2009). Homesick: Gender, youth and homelessness in Toronto the health experiences of young women in exceptional circumstances. Report.
- Osthus, I. S., & Sewpaul, V. (2014). Gender, power and sexuality among youth on the streets of Durban: Socio-economic realities. *International Social Work*, 57(4),p. 326-337.
- Page, T., & Nooe, R. (2002). Life experiences and vulnerabilities of homeless women: A comparison of women unaccompanied versus accompanied by minor children, and correlates with children's emotional distress. *Journal Of Social Distress & The Homeless*, 11(3), p215-231.

- Paradis, E., Mosher, J. (2012). *“Take the Story, Take the Needs, and Do Something” : Grassroots Women’s Priorities for Community-Based Participatory Research and Action on Homelessness*. Toronto, COHN.
- Paradis, E.; Bardy, S., Cummings-Diaz, P., Athumani, F., Pereira, I. (2011). *We’re not asking, we’re telling : An inventory of practices promoting the dignity, autonomy, and self-determination of women and families facing homelessness*. Report, Toronto, COHN
- Plante, M-C. (2012). *L’itinérance des femmes en progression*. Montréal, Table des groupes de femmes de Montréal
- Racine, G. (1991). Les maisons d’hébergement pour femmes sans abri : plus qu’un toit. *Santé mentale au Québec*, (16), 2, p. 67-88.
- Rahder, B. (2006). The crisis of women's homelessness in Canada: Summary of the CERA report *Women and Environments* (Vol. September, pp. 38-39).
- Roy, S. (1995). L’itinérance : forme exemplaire d’exclusion sociale ? *Lien social et Politiques - RIAC*, vol. 34, p. 73-80.
- Roy, S., Hurtubise, R. (eds) (2007) *L’itinérance en questions*. St- Foy PUQ
- Sakamoto, I., Ricciardi, J., Plyler, J., Wood, N., Chapra, A., Chin, M; Nunes, M. (2010). Coming together: Homeless women, housing, and support- With a special focus on the experiences of Aboriginal women and transwomen.
- Shantz, L. (2012) *Negotiating the Margins : Aging, Women and Homelessness in Ottawa*, Thèse de doctorat, École de criminologie, Université d’Ottawa,
- Shelton, J. (2013). *There's no place like home? The experiences of unstably housed transgender and gender non-conforming young people*. Thèse de doctorat en Social Work, New-York, City University of New-York.
- Société d’Habitation du Québec (2012). *Les femmes et le logement : un pas de plus vers l’égalité*. Québec, Publications officielles.
- Strehlau, V., Torchalla, I., Kathy, L., Schuetz, C., & Krausz, M. (2012). Mental health, concurrent disorders, and health care utilization in homeless women. *Journal Of Psychiatric Practice*, 18(5), p.349-360.
- Sznajder-Murray, B., & Slesnick, N. (2011). “Don't leave me hanging”: Homeless mothers’ perceptions of service providers. *Journal of Social Service Research*, 37(5), p.457-468.
- Tischler, V., Rademeyer, A., & Vostanis, P. (2007). Mothers experiencing homelessness: Mental health, support and social care needs. *Health and Social Care in the Community*, 15(3), p.246-253.
- Torchalla, I., Strehlau, V., Li, K., & Krausz, M. (2011). Substance use and predictors of substance dependence in homeless women. *Drug & Alcohol Dependence*, 118(2-3), p.173-179
- Thurston, W. E., Roy, A., Clow, B., Este, D., Gordey, T., Haworth-Brockman, M., Carruthers, L. (2013). Pathways into and out of homelessness: Domestic violence and housing security for immigrant women. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 11(3), p.278-298.
- Van Berkum, A., Oudshoorn, A. (2015). *Best Practice Guideline for Ending Women’s and Girl’s Homelessness*. Rapport de recherche
- Walsh, C., Rutherford, G.; Kuzmak, N. (2010) Engaging women who are homeless in community-based research using emerging qualitative data collection techniques, *International Journal of Multiple Research Approaches*, (4), 3, p.192-205.
- Walsh, C.; Rutherford, G.; Kuzmak, N. (2009). Characteristics of Home: Perspectives of Women Who Are Homeless. *The Qualitative Report*.(14), 2, p.299-317
- Watson, J. (2013). Homelessness, gender-based violence and social capital: The function of sexual alliances. *Parity*, 26(10), p.13-15.

- Watson, J. (2011). Understanding survival sex: young women, homelessness and intimate relationships. *Journal of youth studies*, 14(6), p.639-655.
- Wendt, S., & Baker, J. (2013). Aboriginal women's perceptions and experiences of a family violence transitional accommodation service. *Australian Social Work*, 66(4), p.511-527.
- Whitzman, C. (2006). At the intersection of Invisibilities : Canadian Women, homelessness and health outside the big city. *A journal of Feminist Geography*, (13), 4, p.383-399.
- YWCA Canada. (2009). *Life beyond shelter: Toward coordinated public policies for women's safety and violence prevention. Beyond shelter walls phase III*. Report, Toronto
- Zlotnick, C., Tam, T., & Bradley, K. (2010). Long-term and chronic homelessness in homeless women and women with children. *Social Work in Public Health*, 25(5), p.470-485